



Les recommandations de la CEDEAO pour une sortie de crise au Togo et en Guinée Bissau

Les travaux du Sommet extraordinaire des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO ont pris fin ce samedi à Lomé avec d'importantes décisions au rang desquelles, celles portant sur la crise sociopolitique actuelle du Togo.

La Conférence a d'abord salué les initiatives et les efforts du facilitateur ghanéen Nana Akufo-Addo pour la résolution de la crise, avant d'inviter tous les partis politiques et la société civile togolaise à s'abstenir de tout acte de violence et de tout agissement susceptibles de constituer une menace à la paix et à la stabilité du Togo et de la région.

Nana Akufo-Addo et son homologue guinéen Alpha Condé sont désignés facilitateurs de la CEDEAO dans la crise togolaise. Ils ont été encouragés à intensifier les efforts afin d'aider le Gouvernement et les acteurs politiques dans la réalisation des réformes constitutionnelles dans le respect des délais légaux, des normes et principes de la démocratie et de l'Etat de droit.

La Conférence a en outre instruit la Commission de la CEDEAO de prendre toutes les dispositions pour apporter son appui aux

facilitateurs et de proposer des recommandations qui seront soumises au prochain Sommet des Chefs d'Etat.

La crise politique en Guinée Bissau a été également largement abordée au cours des travaux du Sommet de Lomé. A ce sujet, la CEDEAO a félicité les médiateurs et a encouragé l'ensemble des acteurs à travailler afin de ramener la stabilité dans le pays.

La conférence a invité le comité de suivi composé des Présidents guinéen Alpha Condé et togolais Faure Gnassingbé (Président en exercice de la CEDEAO) à prendre toutes les dispositions pour la mise en œuvre de la feuille de route élaborée pour une sortie de crise dans ce pays de la sous région. Il s'agit de la nomination par décret présidentiel le 17 avril prochain d'un Premier ministre de consensus en la personne de Aristide Gomes, de la tenue des élections législatives le 18 novembre 2018, et de l'ouverture du Parlement le 19 avril prochain pour statuer sur les points liés à la nomination des membres de la Commission électorale et de la prorogation de la législature.

Les dirigeants ouest africains ont par ailleurs entériné la prorogation du mandat de la mission de la CEDEAO (ECOMIB) en Guinée Bissau jusqu'au 30 juin 2018, et salué la prorogation par le Conseil de sécurité des Nations Unies du mandat du bureau des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée Bissau (BINUGBIS) jusqu'en février 2019.

D'autres décisions ont été également prises en faveur de la lutte contre le terrorisme et l'insécurité alimentaire dans la sous région.

David